

Roh Yaqobi

Bonjour et bienvenue dans le premier épisode de *Afghanistan with Roy Yacoby* en 2025. Merci infiniment à vous toutes et tous, et bonne année ! Je vous souhaite une année très heureuse.

Merci également pour vos encouragements et votre soutien en 2024, qui m'ont permis de continuer. Alors, je vous en prie, continuez ! Quelle que soit la plateforme sur laquelle vous nous écoutez ou si vous nous regardez sur YouTube, abonnez-vous, aimez, commentez.

Toutes ces actions sont vraiment importantes pour nous permettre d'atteindre toujours plus de monde. Et bien sûr, toute cette initiative ne serait pas possible sans le soutien de Jordan Fleming, qui a été un ami incroyablement généreux pour moi. Et l'Afghanistan est quelqu'un qui se soucie profondément de ce pays et de son peuple.

J'espère pouvoir vous proposer toujours plus d'épisodes au cours de l'année à venir. Dans cet épisode, j'ai pensé que nous devrions faire un bilan de l'Afghanistan, de ce qui s'est passé l'année précédente, et nous pencher sur ce qui pourrait attendre le pays en 2025. Et qui de mieux pour en parler que Shaharзад Akbar, qui est très respectée et appréciée.

Elle est l'ancienne présidente de la Commission indépendante des droits de l'homme d'Afghanistan et est actuellement directrice exécutive de *Rawadari*, cette incroyable organisation de défense des droits humains qui documente les violations en Afghanistan, réalise des rapports détaillés afin d'informer le monde sur ce qui se passe dans le pays. Elle a beaucoup de choses à dire, et j'ai vraiment aimé l'écouter ainsi que ses réflexions sur la situation actuelle.

Je pense que vous serez autant éclairés que moi en l'écoutant. Alors allons-y et écoutons Shaharзад Akbar.

Shaharзад Akbar, merci infiniment d'être venue dans l'émission.

Je vous ai déjà interviewée. Votre histoire est fascinante et incroyablement inspirante. Pour toute personne qui n'a pas écouté *Kabulcast* avec Shaharзад Akbar, je vous invite vraiment à le faire.

Vous en apprendrez énormément sur elle, sur sa ténacité, sur son travail, qui se poursuit. Alors merci encore d'être avec nous.

Shaharзад Akbar : Merci de m'avoir invitée.

Roh Yaqobi : Faisons un bilan de l'Afghanistan en 2024, afin de voir ce qui s'est passé dans le pays, de réfléchir à ce que vous pensez qu'il s'est passé et de revenir sur l'année.

Shaharзад Akbar : L'Afghanistan a malheureusement encore plus disparu du discours public ici en Occident, et je pense, de manière générale, en 2024. Mais cela ne signifie en aucun cas que la situation s'est stabilisée ou améliorée.

Malheureusement, 2024 a été une année très difficile, en particulier pour les femmes afghanes. Nous avons connu une série de restrictions accrues.

L'apartheid de genre déjà en place avec les talibans s'est encore intensifié, presque au-delà de ce que l'on peut imaginer, car il existe désormais des restrictions empêchant les voix des femmes d'être entendues en public, ce qui défie toute logique. Nous avons davantage de restrictions et une application renforcée des limitations de déplacement, d'accès aux soins de santé pour les femmes, ainsi que de leur emploi. Nous savons déjà que les femmes n'étaient pas autorisées à travailler dans d'autres domaines que la santé et l'éducation.

Vers la fin de 2024, peut-être sans surprise, car les talibans font toujours cela en plein hiver, ils ont annoncé des décisions encore plus restrictives, au moment où les donateurs et tout le monde sont distraits, en période de fêtes, lorsque les regards se détournent. Nous avons alors eu des nouvelles encore plus dévastatrices.

En novembre et décembre, nous avons appris que même la formation dans le secteur de la santé – pour devenir soignantes ou infirmières – qui était la seule filière d'enseignement supérieur encore accessible aux femmes, était désormais interdite. Les femmes qui voulaient autrefois devenir ingénieures, pilotes, musiciennes, artistes, etc., avaient déjà vu toutes ces voies disparaître. Certaines, pour pouvoir poursuivre leur éducation, s'étaient orientées vers la formation de sages-femmes, car c'était encore possible.

Et cela aussi leur a maintenant été retiré. Et dernièrement, bien sûr, nous avons appris que les talibans ont de nouveau réitéré aux organisations internationales, aux ONG internationales et aux organisations afghanes que, si elles comptaient encore du personnel féminin en activité, elles seraient fermées. Cela va encore plus loin que l'interdiction initiale imposée en décembre 2023 et au début de 2025, juste ces six derniers jours. Et puis, nous avons aussi entendu parler d'un règlement concernant la construction des fenêtres dans les maisons, afin que les femmes ne puissent pas être vues de l'extérieur, et interdisant toute fenêtre donnant vers l'extérieur dans les pièces où elles sont censées se trouver, comme la cuisine.

Shaharзад Akbar :

Les talibans ont déjà été au pouvoir auparavant. Nous savons à quel point ils sont misogynes, patriarcaux, et à quel point leur idéologie à propos des femmes est complètement délirante. Mais ces mesures... je ne pensais pas qu'elles iraient aussi loin. Honnêtement, j'avais un peu d'espoir dans mon cœur.

Puis, en août 2024, tout cela a été inscrit dans une loi appelée « Loi pour la promotion de la vertu et la prévention du vice », aussi connue sous le nom de loi sur la moralité. Elle est maintenant codifiée, et des institutions spécifiques reçoivent des ressources et le pouvoir de l'appliquer.

Ainsi, l'idée selon laquelle ces instructions pouvaient, lors de leur application, être négociées ou bénéficier d'une certaine marge de manœuvre dans certaines parties du pays, n'est plus du tout d'actualité. Donc oui, 2024 a été une année horrible, cauchemardesque pour les femmes et les filles d'Afghanistan.

Bien sûr, nous avons aussi continué à documenter les violations des droits des minorités, ainsi que toutes sortes d'attaques, notamment contre les minorités religieuses et ethniques, et contre

les groupes marginalisés. Le pays devient de plus en plus invivable pour une grande partie de ses citoyens.

Roh Yaqobi : Vous êtes la directrice exécutive de Rawadari, une organisation incroyable qui documente les violations des droits humains à travers tout l'Afghanistan, et qui produit des rapports très détaillés sur ces sujets. Vous avez énuméré toute cette série de décrets... Pour quelqu'un qui écoute depuis New York ou, je ne sais pas, au Népal – nous avons aussi des auditeurs au Népal – on a du mal à comprendre. On voit passer décret après décret, jour après jour. La question que tout le monde se pose, c'est : pourquoi ?

Shaharзад Akbar : C'est une question avec laquelle je lutte très souvent, ainsi que mes collègues, car, bien sûr, une partie de la solution vient de la compréhension de la raison pour laquelle nous avons ce problème. Cela nous permet de réfléchir à la manière d'avancer.

Nous nous interrogeons : quelle est notre théorie du changement en termes d'influence ou de modification du comportement des talibans ? Est-ce seulement possible ? Et je pense qu'il est de plus en plus clair que les talibans ont une vision pour l'Afghanistan.

Nous le savions déjà auparavant, et nous n'avons cessé de le dire au monde. Mais il y avait une sorte de mépris pour cette perspective, car tout le monde était pressé de se retirer d'Afghanistan, de partir et de s'en laver les mains.

Mais ils ont bel et bien une vision, et ils la mettent en œuvre. Cela a toujours été le plan. Et, dans cette vision, il n'y a aucune place pour les femmes en tant que citoyennes à part entière.

Il n'y a pas de place pour les femmes comme personnes pouvant poursuivre une éducation, être économiquement indépendantes. Dans leur vision de l'Afghanistan, les femmes n'ont aucune présence publique. Le rôle des femmes se limite à la chambre à coucher et à la cuisine.

Ce sont les deux seuls espaces jugés acceptables pour elles, et pas au-delà. Les talibans travaillent activement à cette vision et la mettent en œuvre. Et ce n'est pas seulement des décrets qu'ils prononcent pour satisfaire leurs éléments les plus radicaux.

Parfois, c'est ce que certains analystes occidentaux prétendent : « Oh, ils disent ces choses juste pour rester cohérents en interne. » Mais en réalité, ils mettent en place des structures. Ils allouent des ressources pour appliquer ces décrets.

Par exemple, le ministère de la Promotion de la vertu et de la prévention du vice (MPVPV) est aujourd'hui plus puissant que jamais, tant en termes de ressources que de mandat légal. Il peut espionner les agences gouvernementales et les employés de l'État. Un employé de ce ministère peut aller interrompre un ministre et lui dire : « Vous n'agissez pas conformément à la charia. »

C'est donc aussi un outil de pouvoir, à la fois dans son idéologie et dans l'institution qui la porte. Et il repose sur une vision extrêmement réduite, déformée et sexiste de la femme. On pourrait même le qualifier d'esclavage de masse fondé sur le genre – ce ne serait pas exagéré.

Les femmes sont, en réalité, « possédées » par les membres masculins de leur famille et par l'État. Elles ne peuvent pas voyager sans leur permission. Elles ne peuvent pas étudier. Elles

ne peuvent pas travailler. Elles peuvent à peine posséder des biens, et même cela est si compliqué que c'est quasiment impossible.

Comment être propriétaire si vous ne pouvez pas avoir de revenu, ni d'éducation, ni accéder à l'espace public ? Vous ne pouvez pas sortir de chez vous, aller dans un parc, visiter une salle de sport, aller chez le coiffeur, etc. Tout cela leur est retiré. Les talibans appliquent donc bel et bien cette vision.

Et il devient de plus en plus clair que ce niveau d'oppression fondée sur le genre est au cœur même de leur gouvernance. Ce n'est pas quelque chose qu'ils ajoutent en plus : c'est au centre.

Ils parviennent même à créer un consensus autour de cela au sein de leurs rangs, à le maintenir, et à réorienter la société afghane pour qu'elle adopte pleinement leur vision de la place des femmes et des filles. Car ils ne se contentent pas d'imposer ces décrets par la force.

Oui, il y a de lourdes conséquences pour celles et ceux qui ne s'y conforment pas, mais ils ont aussi ouvert des milliers de nouvelles écoles religieuses (madrasas), où ils inculquent ces idées aux jeunes garçons.

Ils ont modifié le programme scolaire. En novembre, nous avons publié un rapport spécial sur l'éducation. Ils ont changé les programmes des écoles et des universités.

Par exemple, ils ont supprimé toute référence aux droits humains, aux droits des femmes. Ils ont retiré ces sujets des enseignements. Ils ont augmenté le nombre d'heures consacrées aux études religieuses. Ils ont évincé les enseignants qui ne partagent pas leur vision ou qui ne sont pas affiliés aux talibans.

Ils ont complètement supprimé tout enseignement sur les autres écoles de pensée de l'islam, à l'exception de l'école hanafite, dans les établissements scolaires. Ils ont retiré des livres des bibliothèques scolaires et des librairies.

En résumé, c'est tout un système qui soutient cette idéologie, avec tout un appareil pour la maintenir et la normaliser, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Afghanistan.

Roh Yaqobi : Mais voyez-vous, les talibans, d'une certaine manière – la semaine dernière j'ai lu quelque part qu'un responsable taliban disait : « *Nous faisons toutes ces grandes choses pour les femmes et personne n'est reconnaissant.* » Et... toutes ces choses qu'ils font, ils les rationalisent à leur manière, dans des décrets religieux, en se fondant sur le contexte traditionnel afghan.

L'horreur pure, la cruauté calculée envers les femmes – et aussi envers d'autres groupes ethniques – mais surtout envers les femmes... Ils l'ont rationalisée. « *C'est ce que nous sommes. C'est notre tradition. C'est ce que les gens de Kandahar, par exemple, attendent de leur gouvernement envers les femmes, ou à Helmand, ou en Afghanistan.* »

Et cela n'est pas contesté correctement. Bien sûr, j'y vois un échec à défier les talibans ou à réfuter leur discours religieux. N'est-ce pas, en un sens, un échec du monde musulman dans son ensemble ? Ne devrait-il pas y avoir une responsabilité collective du monde musulman

pour dire : « *Cela n'a rien à voir avec nous. Vous êtes des parias. Nous ne voulons pas que vous fassiez ces choses.* »

Shaharzad Akbar : Oui, à 100 %. À 100 %, c'est au monde musulman de réagir.

Plus de 15 millions de femmes musulmanes sont réduites à l'esclavage. Qui va intervenir et mettre fin à cela, alors que c'est fait sous la bannière de l'islam ? Ce n'est pas seulement une persécution fondée sur le genre ou un apartheid de genre : c'est imposé pour des raisons religieuses, au nom de l'islam.

Et quand on regarde ces décrets et ces actes, on comprend que leur conception de la gouvernance ne repose pas sur l'idée de servir le peuple. Certains disent : « *Si nous faisons cela, nous allons perdre nos soldats, notre cohésion, notre soutien populaire.* » Mais pour eux, cela n'a pas d'importance.

Ils ne croient pas devoir servir la population. Leur vision du gouvernement est très différente. Ils estiment que leur rôle est de servir Dieu, et Dieu seul.

À leurs yeux, Dieu leur a offert une victoire incroyable : ils ont vaincu un empire, ils ont défait tous ces infidèles qui étaient venus envahir l'Afghanistan. Dieu leur a permis cette victoire en échange de leurs sacrifices.

Maintenant qu'ils sont au pouvoir, ils doivent servir Dieu, glorifier Sa parole. Et pour ce faire, ils doivent s'assurer que chaque personne vivant en Afghanistan respecte la religion telle qu'ils l'interprètent, telle que l'Amir la définit. C'est la mission principale de l'Amir : faire en sorte que personne sous son autorité ne défie Dieu.

Et s'il faut que des gens meurent de faim, il l'a déjà dit : « *Si les gens meurent de faim, ce n'est pas notre problème. Notre travail n'est pas de nourrir la population, ni de construire des cliniques. Notre travail est de servir Dieu. Notre mission est d'envoyer les gens au paradis – même en les forçant à franchir les portes.* »

C'est une vision tordue, mais c'est ainsi qu'ils comprennent le rôle d'un dirigeant. Et puisqu'il se considère comme *Amir al-Mu'minin* (le chef des croyants), ce n'est pas seulement à propos de l'Afghanistan : il se voit comme une autorité religieuse suprême.

C'est donc une menace – une menace pour l'islam, une menace pour les pays musulmans. Quel message cela envoie-t-il aux jeunes qui se radicalisent dans les pays musulmans ? Quel message pour les groupes extrémistes qui défient certaines autorités dans ces pays ?

Et qu'en est-il des valeurs – si les dirigeants musulmans croient que la justice, l'égalité et la dignité humaine sont des valeurs fondamentales de l'islam – alors c'est un défi immense, peut-être le plus grand jamais lancé à l'islam par des dirigeants se réclamant de l'islam.

C'est pourquoi il est extrêmement décourageant de voir que, même si quelques discours existent, surtout de la part des voisins de l'Afghanistan, ils sont tellement prudents que rien n'est véritablement remis en cause.

Et il en va de même pour les institutions religieuses et les érudits dans le monde : il existe un devoir d'agir beaucoup plus fermement qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici.

Roh Yaqobi : Mais vous venez de dire que le chef taliban se considère comme l'Amir des croyants, donc il ne reconnaît aucune autorité au-dessus de lui, sauf Dieu. Cela, à ses yeux, suffit à justifier que tout ce qu'il ordonne est dicté par Dieu, et qu'il ne fait qu'exécuter Ses ordres.

Il existe toutefois une autre école de pensée, selon laquelle tout cela est surtout une question de politique. Comme vous l'avez mentionné plus tôt, ils ont un électorat à satisfaire : leurs combattants ont été formés pour défendre ces valeurs, et maintenant qu'ils ont gagné, il faut les maintenir motivés. Certains disent que c'est aussi un outil de marchandage : « *Si vous, l'Occident, ne nous reconnaissez pas, nous traiterons encore plus durement les femmes. Si vous engagez le dialogue, nous allègerons un peu.* »

En gros : « *Engagez-vous avec nous et nous n'enfermerons pas totalement les femmes.* » Les femmes deviennent ainsi une monnaie d'échange.

Shaharзад Akbar : Oui, cet argument existe, surtout chez certains diplomates et au sein de l'ONU, qui cherchent à préserver leur présence en Afghanistan à tout prix. L'ONU, par exemple, va parfois jusqu'à organiser des réunions en excluant les femmes et la société civile afghane, juste pour apaiser les talibans – ce qui contredit ses propres résolutions, principes et sa Charte.

Mais si l'on regarde la réalité, l'engagement n'a jamais cessé depuis 2021. Des ambassadeurs sont à Doha, l'UE a un bureau à Kaboul, la mission de l'ONU (UNAMA) est sur place, et les dirigeants talibans sont régulièrement invités à des plateformes régionales. Donc l'idée selon laquelle ils auraient été isolés est fausse.

Certains ministres talibans aimeraient faire de petites concessions pour obtenir reconnaissance et voyages officiels, mais ils ne sont pas au sommet de la hiérarchie, et idéologiquement, leur vision des femmes n'est pas très différente de celle d'Haibatullah. Même s'ils disaient « *les femmes peuvent aller à l'école* », cela serait assorti de tellement de restrictions que cela reviendrait au même.

Les décisions viennent d'un conseil religieux dominé par l'Amir. Quiconque s'y oppose publiquement se voit marginalisé, ses ressources coupées, et ses partisans écartés.

Roh Yaqobi : Donc, que peut-on faire ?

Shaharзад Akbar : Il faut cesser de se bercer d'illusions. Les solutions de contournement que certains diplomates évoquent sont rapidement détruites par les talibans. Ils savent exactement ce qu'ils font, ce n'est pas de l'improvisation.

Ce fameux discours sur « les talibans de Kaboul » contre « les talibans de Kandahar » n'est qu'un prétexte pour encourager un engagement plus profond. Et même si l'on choisit de parler avec eux, il faut les tenir responsables, dire la vérité, et mettre les droits humains au centre des discussions.

Or, dans la plupart des cas, ce n'est pas ce qui se passe : les priorités des interlocuteurs étrangers sont la lutte antiterroriste, la lutte antidrogue ou les affaires économiques. Les droits

des femmes arrivent tout en bas de la liste. Les talibans le savent, et ils s'alignent sur ces priorités.

Roh Yaqobi : Parlons d'« apartheid de genre » et des efforts pour le faire reconnaître juridiquement.

Shaharzad Akbar : Oui. En 2024, il y a eu des avancées : plusieurs pays ont engagé des procédures pour tenir les talibans responsables de violations de la CEDAW (Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes), y compris devant la Cour internationale de Justice. C'est inédit.

Il y a aussi le projet de traité sur les crimes contre l'humanité, qui pourrait inclure explicitement l'apartheid de genre. Si cela aboutit, ce sera un outil puissant, non seulement pour l'Afghanistan mais aussi pour d'autres contextes.

L'intérêt est double : tenir les talibans responsables, mais aussi obliger la communauté internationale et l'ONU à rendre des comptes sur leur manière de traiter un régime coupable de crimes contre l'humanité. Et cela donne de l'espoir aux femmes afghanes : elles voient que leur situation est reconnue comme illégale par la plus haute juridiction mondiale.

Roh Yaqobi : Qu'est-ce qui vous a semblé positif en 2024 ?

Shaharzad Akbar : La résistance des femmes. Malgré le risque de mort ou de torture, elles n'ont pas abandonné. Certaines trouvent des moyens pour que leurs filles puissent continuer à apprendre, même via un simple smartphone.

Deuxième point : la dynamique autour de l'obligation de rendre des comptes. Quelques pays commencent enfin à reconnaître que « l'engagement » seul ne fonctionne pas, et cherchent d'autres outils.

Mais globalement, 2024 fut une année très sombre.

Roh Yaqobi : Et pour 2025, que prévoyez-vous, notamment avec le retour de Trump ?

Shaharzad Akbar : Je n'attends rien de positif des États-Unis. Trump et sa base n'ont jamais montré de réelle préoccupation pour les droits des femmes. Je ne crois pas à une nouvelle intervention militaire, et je pense que ses priorités seront ailleurs.

Pour nous, la vraie question est : que faisons-nous, nous, en Afghanistan et dans la diaspora, pour contrer le narratif taliban et préserver ce que nous pouvons dans notre culture et notre société, en attendant « l'après-talibans » ? Car plus cela dure, plus la société change en profondeur, et pas dans le bon sens.

Roh Yaqobi : La région semble accepter les talibans tant qu'ils apportent une stabilité relative.

Shaharzad Akbar : Oui, la diplomatie régionale leur est favorable. La Chine, par exemple, est très disposée à travailler avec eux. Même le Japon, dans ses échanges privés, ne se montre pas très critique.

Aucun leadership régional n'émerge pour faire pression sur eux. La priorité semble être le court terme : stabilité et affaires.

Roh Yaqobi : Il y a aussi le vide politique en face des talibans. Voyez-vous des efforts crédibles pour créer une alternative ?

Shaharзад Akbar : Il y a des dialogues, des rencontres, des discussions, mais cela prendra du temps. L'histoire politique afghane est marquée par l'individualisme et la fragmentation. Peut-être que cette situation forcera enfin à avoir des conversations franches sur les désaccords fondamentaux, mais nous avons beaucoup de travail à faire.

Roh Yaqobi : En conclusion, si vous deviez citer trois actions prioritaires pour 2025 ?

Shaharзад Akbar :

1. Soutenir les initiatives à l'intérieur du pays, même modestes, pour l'éducation et la résistance civile.
2. Ne pas normaliser la situation : reconnaître et dénoncer l'apartheid de genre.
3. Préserver l'espoir, car c'est l'une de nos armes les plus puissantes.

Roh Yaqobi : Merci beaucoup, Shaharзад Akbar.

Shaharзад Akbar : Merci à vous.